



2020-2021

# RAPPORT DE VALEUR SOCIALE



CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE™

*Aider les familles. Protéger les enfants.*

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) est un organisme de bienfaisance voué à la protection de tous les enfants. Nous sommes un organisme de bienfaisance enregistré au Canada (BN # 106913627 RR0001). Nous tirons notre financement de la générosité de donateurs individuels, d'entreprises, d'organismes, de gouvernements et de fondations. Si vous souhaitez faire un don au CCPE ou vous renseigner sur les possibilités d'emploi chez nous, communiquez avec notre siège social.

© 2022, Centre canadien de protection de l'enfance inc. Tous droits réservés.

« cyberaide.ca », « enfants avertis » et « Priorité Jeunesse » sont des marques du Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) déposées au Canada. « CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE », « Projet Arachnid » et « Alertes Cyberaide.ca » sont utilisés au Canada comme marques du CCPE.

Le CCPE a le droit ou la permission d'utiliser toutes les images figurant dans ce rapport ou pense sincèrement que leur utilisation bénéficie de l'exception pour usage loyal. Les photos de banque d'images montrent des mannequins et servent à illustrer le propos. Pour les photos prises par des tiers et les articles de presse, l'auteur est mentionné dans la mesure du possible, et le CCPE ne revendique aucun droit d'auteur sur ces photos ou articles de presse. Les tweets sont reproduits tels qu'ils apparaissent sur Twitter<sup>MD</sup> avec la date de publication. Lorsqu'une photo accompagne un tweet, on présume qu'elle appartient au titulaire du compte sur lequel le tweet a été publié, à moins que la source soit mentionnée dans le tweet. Les messages publiés sur les médias sociaux sont reproduits tels quels et leur reproduction n'équivaut nullement à un cautionnement de la part du CCPE. Les appellations d'emploi et les titres de fonction de certaines personnes citées pourraient avoir changé durant la période écoulée entre la rédaction du rapport et sa publication. Toutes les autres marques ou dénominations commerciales citées dans ce rapport appartiennent à leurs détenteurs respectifs.

Les termes « partenaire » et « partenariat » sont utilisés au sens général et ne supposent en rien l'existence d'un partenariat légal entre le CCPE et une tierce partie.

**Statistiques :** Sauf indication contraire, les statistiques et les chiffres mentionnés dans ce rapport ont été compilés par le CCPE à partir des données dont il dispose et couvrent la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021. Des efforts raisonnables ont été déployés pour assurer l'exactitude et l'exhaustivité des données.

#### À propos de ce rapport

Le lecteur remarquera un peu partout dans ce rapport des mesures d'audience des productions du CCPE. Ces mesures sont basées sur les diverses sources mentionnées ci-dessous. Le glossaire qui suit facilitera l'interprétation des résultats.

#### Fréquentation Web, vues et téléchargements de fichiers PDF

Les chiffres indiqués concernant les visites, les vues et les téléchargements sont basés sur des statistiques compilées régulièrement par le CCPE. Une « visite » est comptabilisée chaque fois qu'un site est consulté. Une « vue » est comptabilisée chaque fois qu'une page est consultée sur un site, sans compter les téléchargements de fichiers PDF. Le terme « vue » fait également référence au nombre de fois qu'une vidéo est visionnée sur un site de médias sociaux (voir plus bas). Un « téléchargement » est comptabilisé chaque fois qu'un fichier PDF est téléchargé.

#### Mentions dans les médias

Sauf indication contraire, le CCPE comptabilise ses mentions dans les médias (autres que les médias sociaux) à l'aide d'un logiciel de veille médiatique.

#### Terminologie des médias sociaux

Les statistiques sur les médias sociaux se rapportent à des plateformes comme Facebook<sup>MD</sup> ou Twitter et sont fournies par ces dernières. Le CCPE recueille périodiquement ces données à partir de ses comptes de médias sociaux et compile des informations ponctuelles à la fin de chaque campagne.

Un compte de médias sociaux est jugé « atteint » lorsqu'une publication se rapportant à l'objet d'une recherche (message, tweet, pseudonyme, mot-clic, etc.) apparaît dans le fil d'actualité dudit compte pendant la période étudiée. Une impression est comptabilisée chaque fois qu'une publication apparaît dans un fil de nouvelles, qu'elle soit vue ou non et peu importe le nombre de fois qu'elle apparaît dans un même fil (ce terme s'utilise aussi dans le contexte de la sensibilisation sur support matériel; voir ci-dessous). Un clic est comptabilisé chaque fois qu'un internaute clique sur un lien dans une annonce.

#### Sensibilisation sur support matériel (panneaux d'affichage, enseignes, etc.)

La sensibilisation sur support matériel se mesure généralement en nombre d'impressions. Les impressions correspondent au nombre de fois qu'un support de sensibilisation est vu, peu importe le nombre de fois qu'une même personne le voit. Il s'agit ici d'estimations fournies par l'entreprise qui met le support matériel à disposition.

615, chemin Academy

Winnipeg (Manitoba), Canada • R3N 0E7

Téléphone : 204 945-5735

Sans frais : 800 532-9135

Fax : 204 948-2461

Courriel : [info@protegeonsnosenfants.ca](mailto:info@protegeonsnosenfants.ca)

Site Web : [protegeonsnosenfants.ca](http://protegeonsnosenfants.ca)



# TABLE DES MATIÈRES

|           |   |  |
|-----------|---|--|
| <b>4</b>  | — | Avant-propos   |
| <b>6</b>  | — | Faits saillants de l'année 2020-2021                   |
| <b>14</b> | — | Projet Arachnid  |
| <b>17</b> | — | Soutien aux survivantes et survivants                  |
| <b>24</b> | — | Initiatives à portée mondiale                          |
| <b>27</b> | — | Signaler et réduire : Cyberaide.ca                     |
| <b>31</b> | — | Éducation et prévention :<br>Faits saillants 2020-2021 |
| <b>36</b> | — | Campagnes de sensibilisation                           |
| <b>39</b> | — | Soucieux de protéger :<br>Partenaires et soutiens      |
| <b>43</b> | — | États financiers                                       |



## Qui nous sommes

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) est un organisme de bienfaisance voué à la protection de tous les enfants. Il veut réduire l'exploitation et les abus sexuels d'enfants et offre à cette fin des programmes, des services et des ressources aux familles, aux éducateurs, aux organismes de services à l'enfance et aux forces policières du Canada ainsi qu'à d'autres intervenants.

Cyberaide!ca<sup>MD</sup> – la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet – relève aussi du CCPE, de même que Projet Arachnid, une plateforme Web qui détecte les images d'abus pédosexuels connues sur le Web visible et le Web clandestin et qui envoie des demandes de suppression aux hébergeurs.





## Conseil d'administration

**Kathie King,**  
*présidente*

**Brian Brown,**  
*premier vice-président*

**Janet Sigurdson,**  
*deuxième vice-présidente*

**D<sup>re</sup> Deborah Lindsay,**  
*secrétaire*

**Michael Susser,**  
*trésorier*

**John Wiens,**  
*ancien président*

**Gerry Miller**

**Laura Mills**

**Alan Scott**

**Sue Snider**

**Brian Tario**

**Peter Henschel**

**Scott Kolody**

**Jennifer Mann**

**Matthew Pilloud**

## Équipe de direction

**Lianna McDonald,**  
*directrice générale*

**Signy Arnason,**  
*directrice générale adjointe*

**Noni Classen,**  
*directrice de l'éducation*

**Lloyd Richardson,**  
*directeur informatique*

**Stephen Sauer,**  
*directeur de Cyberaide.ca*

**Monique St. Germain,**  
*avocate générale*

**Kristin Olson,**  
*directrice des finances et de  
l'administration*

La lieutenant-gouverneure du Manitoba, l'honorable Janice Filmon,  
*C.M., O.M., LL.D., marraine du CCPE*

# AVANT-PROPOS





Personne ne connaît mieux les besoins particuliers et le vécu des survivant.e.s d'abus pédosexuels avec prise d'images que les victimes de ce crime horrible. Ce que nous avons entendu et appris venant des survivant.e.s fait partie intégrante de nos efforts de recherche, de représentation et de sensibilisation, et ça a été plus que jamais le cas en 2020-2021.

En mars 2020, nous avons rencontré un nouveau groupe de survivant.e.s, Aramid Collective, dont les membres cherchent désespérément à obtenir la suppression de leurs images d'abus pédosexuels, mais se butent souvent à l'indifférence des plateformes et services qui les hébergent. Leurs témoignages ont permis de dégager un portrait plus clair des problèmes qu'ils rencontrent et des séquelles durables qui en découlent.

En réaction à ces témoignages ainsi qu'aux inquiétudes de citoyens qui se sont adressés à Cyberaide.ca, le CCPE a entrepris d'examiner les options de signalement offertes par 15 plateformes grand public. Les résultats reflètent les témoignages des survivant.e.s selon lesquels il n'y a souvent aucun moyen facile de signaler directement des images d'abus pédosexuels. D'ailleurs, il est souvent plus simple de signaler des violations de droits d'auteur en lien avec la publication de ces images. Dans le but d'améliorer les choses, le rapport a adressé cinq recommandations aux hébergeurs de contenus générés par les utilisateurs. Quelques-unes de ces plateformes ont appliqué certaines de ces recommandations après la publication du rapport.

Le CCPE a ensuite profité du 15<sup>e</sup> anniversaire de Twitter<sup>MD</sup> pour dévoiler une vidéo poignante qui montre une fois de plus combien il est difficile pour des survivant.e.s de faire enlever leurs images d'abus pédosexuels des plateformes en ligne. Cette vidéo, qui fait appel à des comédiens pour protéger l'anonymat des survivant.e.s, confronte le spectateur au témoignage collectif et aux émotions brutes des survivant.e.s. Elle commence joyeusement par des vœux adressés à Twitter à l'occasion de son 15<sup>e</sup> anniversaire. Le ton change dès que des survivant.e.s racontent ce qu'ils ont vécu à cet âge, les abus qu'ils ont subis et les démarches qu'ils ont effectuées auprès de Twitter pour faire enlever leurs images. Même si la vidéo s'adresse directement à Twitter, la campagne met l'accent sur le fait

que la problématique des images d'abus pédosexuels dépasse largement le cadre de Twitter et que tous les services en ligne doivent s'empresser de supprimer les images d'abus pédosexuels pour protéger les survivant.e.s.

Au début de l'année 2021, c'était MindGeek<sup>MD</sup> – la société mère du site pour adultes Pornhub<sup>MD</sup> – qui était sous la loupe de l'opinion publique internationale après que le *New York Times* eût révélé des exemples d'exploitation d'enfants sur ce site. Les rouages de MindGeek ont par la suite été au centre d'un examen du Comité permanent de la Chambre des communes du Canada sur l'accès à l'information, la protection des renseignements personnels et l'éthique. Invité par le Comité à témoigner de l'état de la protection et de la vie privée des enfants sur Internet, le CCPE a décrit les préjudices causés aux enfants et aux adultes non consentants dans l'espace numérique tel qu'il se présente aujourd'hui. Comme nous l'avons fait dans la campagne dirigée vers Twitter, nous avons indiqué que, pendant que le Comité s'intéressait surtout à MindGeek, plusieurs autres opérateurs de sites Web et de plateformes de médias sociaux, de courriel et de messagerie grand public auraient tout aussi bien pu être passés au crible. Le message est clair : nous devons TOUS redoubler d'efforts pour assurer la sécurité et la protection des enfants et des survivant.e.s sur Internet.

Fort des témoignages de survivant.e.s et face au constat de l'échec collectif de l'industrie et des pouvoirs publics illustré par ses travaux de recherche, le CCPE s'est concentré sur d'autres moyens de faire avancer son programme à l'échelle mondiale avec un maximum de résultats. Par ses rapports mensuels au Groupe des cinq – formé de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis – et ses collaborations avec des ONG internationales sur des actions de revendication, le CCPE a affirmé sa position d'organisation qui s'emploie à renforcer la protection des enfants en se fondant sur la réalité de ceux et celles qui subissent des préjudices.

A young girl with glasses is looking at a tablet in a dark room. The tablet is illuminated, and she is pointing at the screen with her right index finger. The background is dark, and the lighting is focused on the tablet and her face.

# FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2020-2021



## Risques accrus pour les enfants : La réponse du CCCPE à la COVID-19

Au début de l'exercice financier, la COVID-19 s'est emparée du Canada, et les familles se sont retrouvées confrontées à des classes virtuelles et à un accès sans limites à Internet, avec tous les risques que cela comporte pour les enfants. Durant les deux premières semaines de la pandémie, les signalements à Cyberaide.ca ont augmenté de **40 %**. À la fin de l'exercice, les signalements avaient explosé, atteignant une hausse de **106 %**<sup>1</sup> pour les cas de conditionnement ou de leurre, de sollicitations non désirées et répétées venant d'étrangers, et de sextorsion.

En réaction, le CCPE a diffusé des conseils de sécurité en ligne et mis des ressources à la disposition du personnel enseignant et des familles. Voici les quelques faits saillants de l'année :



Une page dédiée au soutien pendant la pandémie afin de réunir au même endroit les ressources nouvelles et existantes, de sorte que les familles, les éducateurs et les organismes de services à l'enfance puissent trouver facilement ce dont ils ont besoin. Cette page est l'une des plus consultées du site Web du CCPE depuis mars de 2020 et elle continuera d'être actualisée au gré des besoins. Cliquez [protegeonsnosenfants.ca/covid](https://protegeonsnosenfants.ca/covid) pour en savoir plus.



Le lancement de leçons numériques gratuites sur la sécurité en ligne pour les enfants et les adolescents de la 3<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> année (2<sup>e</sup> secondaire) afin de faciliter l'apprentissage à distance. Les sujets abordés sont : quoi faire lorsqu'on voit des choses « bizarres » sur Internet, les dangers du partage de photos et de vidéos, les relations saines et malsaines, le consentement et les moyens d'obtenir de l'aide.

<sup>1</sup> Comparaison des exercices financiers : 2019-2020 vs 2020-2021.



Une Alerte Cyberaide.ca, lancée après que Cyberaide.ca eût relevé sur le Web clandestin de nombreuses conversations entre délinquants pédosexuels, qui voyaient dans la pandémie une occasion unique de se mobiliser et d'échanger les « bonnes pratiques » pour parvenir à leurs fins.



Une campagne spécialement consacrée aux fonctions de signalement de Cyberaide.ca, pour que les Canadiens sachent à qui s'adresser en cas d'exploitation sexuelle sur Internet.



Un effort de sensibilisation accru par l'entremise des médias sociaux et de contacts directs avec les acteurs du dossier, pour faire en sorte que les ressources importantes parviennent au personnel enseignant, aux corps de police et aux familles du Canada. Le personnel du CCPE a en outre continué d'accorder des entrevues aux médias pour discuter des risques décelés par Cyberaide.ca et des mesures à prendre par les parents pour protéger leurs enfants en ces temps inédits.



Signy Arnason, directrice générale adjointe du CCPE, s'entretient avec CTV News Winnipeg au sujet d'une nouvelle menace sur Internet. 11 juin 2020.

## Analyse des mécanismes de signalement d'images d'abus pédosexuels sur les plateformes grand public

À la suite d'informations venant de survivant.e.s d'abus pédosexuels avec prise d'images et de préoccupations citoyennes transmises à Cyberaide.ca, le CCPE a entrepris un examen systématique de la possibilité de signaler spécifiquement des images d'abus pédosexuels sur 15 plateformes grand public, dont Facebook<sup>MD</sup>, YouTube<sup>MD</sup>, Twitter et Instagram<sup>MD</sup> et quelques sites pour adultes, dont Pornhub et XVideos.

À l'exception du moteur de recherche Bing<sup>MD</sup> de Microsoft, aucune des plateformes étudiées n'offrait, au moment où le CCPE les a examinées, d'options spécifiques aux images d'abus pédosexuels pour faire un signalement à partir d'une publication ou d'un message direct ou pour signaler un utilisateur.



Dans le but de clarifier et de simplifier les procédures de signalement des images d'abus pédosexuels, le rapport a formulé cinq recommandations à l'intention des entreprises qui hébergent du contenu généré par les utilisateurs :



Créer des catégories de signalement spécifiques aux images d'abus pédosexuels



Offrir des options de signalement spécifiques aux images d'abus pédosexuels dans des menus faciles à trouver



Uniformiser les mécanismes de signalement au sein d'une même plateforme



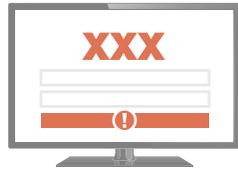
Offrir la possibilité de signaler des images visibles sans avoir à créer un compte ou à se connecter à un compte



Éliminer les champs obligatoires destinés à la collecte de renseignements personnels sur les formulaires de signalement



Suite à la publication du rapport, certaines des plateformes qui y étaient citées ont informé le CCPE qu'elles apporteraient des changements à leurs mécanismes de signalement :



XVideos a doté ses formulaires de signalement et ses fenêtres contextuelles d'une catégorie « Pédopornographie » et permet désormais de signaler un utilisateur sans être connecté – deux modifications recommandées dans notre rapport.



Par ailleurs, Facebook a commencé à offrir une option « Met en scène un enfant » sous la catégorie de signalement « Nudité », une lacune que le CCPE avait relevée dans certains éléments de cette plateforme.



La publication du rapport a également ouvert la voie à des discussions avec d'autres plateformes dont TikTok<sup>MD</sup> concernant les mesures qu'elles pourraient prendre pour rendre leurs services plus sûrs pour les enfants et les adolescents.

On peut lire le rapport intégral à [protegeonsnosenfants.ca/analyse\\_plateformes](https://protegeonsnosenfants.ca/analyse_plateformes).

*« Ce rapport est formidable! Je vous suis très reconnaissante de faire tout ce travail! J'espère que ce rapport suscitera une prise de conscience à l'échelle mondiale. Je trouve ça drôle qu'ils ont des options de signalement pour toutes sortes de choses banales, mais pas pour les choses les plus perverses et sinistres qui se passent sur leurs plateformes... C'est un thème récurrent : pas d'options spécifiques pour les images d'abus pédosexuels ni d'identification forcée de la personne qui est tombée dessus... Je tiens à vous remercier du fond du cœur; ce travail que vous faites va améliorer mon sort et celui de beaucoup d'autres. J'espère vraiment que vos recommandations seront mises en application; il le faut! »*

— Courriel d'une survivante à propos du rapport



## Promotion et réponse des médias

Karen Pauls, reporter aux nouvelles nationales de la CBC, a accepté de prendre l'histoire en exclusivité sous embargo et a interviewé la directrice générale adjointe du CCPE, Signy Arnason, le professeur Hany Farid (codéveloppeur de la technologie PhotoDNA<sup>MD</sup> de Microsoft) et une survivante canadienne d'abus pédosexuels avec prise d'images. Un article de fond a été publié sur le site de CBC et un segment de trois minutes a été diffusé à l'émission *The World at Six*.

La diffusion du rapport a été soutenue sur les médias sociaux par des publications organiques et payantes qui ont généré plus de 40 000 impressions, tandis que la page du rapport sur le site [protegeonsnosenfants.ca](http://protegeonsnosenfants.ca) a été vue par plus de 1 000 personnes dans les trois jours suivant le dévoilement.

## Témoignage devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur l'accès à l'information, la protection des renseignements personnels et l'éthique

À la suite d'un article explosif paru dans le *New York Times* sous le titre « *The Children of Pornhub* » (Les enfants de Pornhub), qui a montré comment ce site pour adultes profitait de la victimisation d'enfants et d'adultes non consentants, le Comité permanent de la Chambre des communes sur l'accès à l'information, la protection des renseignements personnels et l'éthique s'est intéressé pendant plusieurs semaines à MindGeek, la société mère de Pornhub basée à Montréal. Dans le cadre de ses travaux, le Comité a invité la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, et son directeur informatique, Lloyd Richardson, à témoigner de l'état de la protection et de la vie privée des enfants sur Internet.

Les représentants du CCPE ont passé en revue les nombreux préjudices que le vide réglementaire et le manque de coordination dans l'espace numérique font subir non seulement aux enfants, mais aussi aux adultes non consentants. Bien que le Comité s'intéressait surtout aux activités de MindGeek et de Pornhub, Lianna McDonald a fait valoir que plusieurs plateformes et fournisseurs de services grand public auraient tout aussi bien pu être passés au crible.

Le CCPE, qui a aussi déposé un document d'information dans le cadre de son témoignage, a recommandé au Comité l'élaboration d'un cadre juridique qui obligerait les fournisseurs de services électroniques (FSÉ) à adopter certaines pratiques (p. ex. utiliser des outils disponibles dans l'immédiat pour empêcher la remise en ligne d'images illégales et préjudiciables; se doter d'un effectif de modération suffisant; tenir des registres détaillés des signalements reçus et en permettre la vérification par les autorités; se doter à la base d'outils qui accordent la primauté à l'intérêt supérieur des enfants et des survivant.e.s d'abus pédosexuels avec prise d'images et à leur droit à la vie privée).





## Anniversaire de Twitter

Certain.e.s survivant.e.s avec qui nous travaillons disent consacrer des centaines d'heures à surveiller et à signaler leurs images sur des plateformes en ligne comme Twitter. Pour le 15<sup>e</sup> anniversaire de Twitter, le CCPE a aidé les survivant.e.s – ceux et celles qui ont subi la diffusion de leurs images d'abus pédosexuels diffusées sur cette plateforme et d'autres sites de médias sociaux du même genre – à souhaiter un triste anniversaire à l'entreprise en témoignant de leur vécu et des traumatismes que chaque retweet leur fait vivre.

À travers une vidéo bouleversante publiée sur Internet et sur un microsite complémentaire ([birthdayplea.com](http://birthdayplea.com)), des acteurs ont prêté leur voix à de vrai.e.s survivant.e.s et raconté leurs expériences d'abus et leurs démarches auprès de Twitter pour tenter d'obtenir la suppression de leurs images d'abus pédosexuels. Les véritables survivant.e.s n'apparaissent pas dans la vidéo par souci de protéger leur vie privée et leur anonymat.

Le CCPE a profité de l'anniversaire de Twitter pour rappeler ce géant de la technologie à l'ordre sur ses manquements, mais il n'a pas manqué de souligner que la problématique des images d'abus pédosexuels dépasse largement le cadre de Twitter ou des médias sociaux. L'accessibilité et la propagation de ces terribles images sur Internet mobilisent toute une chaîne de fournisseurs de services électroniques, d'hébergeurs, de sites et d'acteurs. Le message qui était lancé, c'est que le temps était venu d'exiger que Twitter et d'autres plateformes en ligne fassent mieux pour les survivant.e.s et s'empressent de supprimer les images d'abus pédosexuels.





## Réponse des médias et promotion



330 millions

À la fin du mois de mars, la campagne cumulait plus de **330 millions d'impressions** sur la base de 128 publications dans les médias traditionnels et sociaux.



2 300 fois

La campagne a été portée en grande partie par des publications organiques sur les médias sociaux, en particulier Twitter. Le mot-clic #TwitterBirthdayPlea a été **utilisé plus de 2 300 fois**, ce qui correspond à **29,8 millions d'impressions potentielles**. Parmi les mentions notables de la campagne, notons celles de Ricky Martin, de Mayim Bailik, de la survivante Eliza Bleu et du chroniqueur du *New York Times* Nicholas Kristof ainsi que les tweets et retweets de nos alliés internationaux, dont la National Society for the Prevention of Cruelty to Children (NSPCC), WeProtect, ECPAT International et la Fondation Oak.



7 200 vues

La campagne a également obtenu plus de **7 200 vues** sur YouTube et **12 000 sur Instagram**, où elle a suscité beaucoup d'engagement (commentaires, réactions et sauvegardes).



# PROJET ARACHNID



En l'absence de mécanismes spécifiques pour signaler les images d'abus pédosexuels, les victimes ont souvent peu d'espoir d'obtenir la suppression de leurs images d'abus, d'où l'importance de Projet Arachnid comme moyen d'envoyer des demandes de suppression dans le monde entier.

Depuis son lancement en 2017, Projet Arachnid a **détecté 37,6 millions d'images suspectes** et envoyé **7 millions de demandes de suppression**<sup>2</sup> à des fournisseurs de contenu. En 2020-2021, Projet Arachnid s'est encore avéré une solution innovante non seulement pour lutter contre la prolifération des images d'abus pédosexuels, mais aussi d'apporter un soulagement aux survivant.e.s à l'idée qu'il existe désormais un moyen de briser le cycle des abus. Le CCPE s'y emploie de diverses façons à travers Projet Arachnid :

- Nous avons ajouté Child Focus (Belgique) et Lastekaitse Litt (Estonie) au nombre grandissant des centrales de signalements qui mettent leurs analystes à contribution pour augmenter la capacité et l'efficacité de Projet Arachnid à détecter les images d'abus pédosexuels.
- Nous mettons à la disposition de l'industrie la liste d'empreintes numériques d'images préjudiciables et violentes en circulation sur Internet. Ces images ne répondent pas nécessairement à une définition pénale, mais leur existence s'avère néanmoins préjudiciable aux survivant.e.s et aux enfants.



- Nous envoyons des demandes de suppression d'images préjudiciables à l'industrie en cas de violation des conditions générales d'utilisation. Il pourrait s'agir, par exemple, d'images d'une victime connue posant vêtue ou à demi vêtue. Depuis l'ajout de cette fonction, Projet Arachnid a envoyé plus de **350 000 demandes de suppression** aux FSÉ pour de telles violations.
- Nous développons Ocelli, un autre outil de comparaison d'images, pour analyser l'arrière de **32,8 millions d'images suspectes à analyser**. Les résultats des essais réalisés sont prometteurs; nous avons notamment pu détecter dans l'arrière des images que nous n'avions pas pu trouver par d'autres méthodes.
- Nous sommes intervenus directement auprès de victimes qui avaient signalé des images d'exploitation ou d'abus pédosexuels à [Cyberaide.ca](https://www.cyberaide.ca) pour les aider à faire supprimer ces images par l'entremise du Projet Arachnid.

# SOUTIEN AUX SURVIVANTES ET SURVIVANTS

---



En 2020-2021, le CCPE a mis au point un système pour faciliter la gestion du soutien aux survivant.e.s d'abus pédosexuels avec prise d'images dans une optique multidisciplinaire et veiller à ce que toutes les options disponibles soient prises en compte pour chaque survivant.e. Pendant que Projet Arachnid s'emploie à lutter contre la distribution des images d'abus pédosexuels, les chargés de dossiers du CCPE :

- conseillent les survivant.e.s et les parents protecteurs pour trouver des thérapeutes dans leur communauté;
- représentent au besoin leurs intérêts auprès des instances et dans leurs démarches pour obtenir l'aide financière disponible;
- les renseignent sur les précautions à prendre, notamment pour faire disparaître d'Internet des comptes et des images qui présentent un risque pour la survivante, le survivant ou sa famille;
- les renseignent sur la mise en place des régimes de protection;
- les renseignent sur la psychoéducation suite à un événement traumatique, les relations saines et la sécurité en ligne.



Depuis l'implantation du système en janvier 2021, l'équipe d'assistance aux survivant.e.s a géré plus de **140 demandes** de soutien.





## Groupes de défense des intérêts des survivant.e.s

En plus d'entretenir des rapports individuels avec des survivant.e.s, nous travaillons avec des groupes de défense des intérêts des survivant.e.s dans le but d'opérer des changements qui rendront le monde plus sûr pour les enfants.

**Phoenix 11** – Depuis plus de trois ans, le CCPE travaille avec les Phoenix 11, un formidable groupe de survivantes (désormais adultes) du Canada et des États-Unis qui unissent leurs voix pour amener le monde à prendre conscience des préjudices durables causés par les images d'abus pédosexuels et de la nécessité de changer les choses. En 2020-2021, le CCPE a aidé les Phoenix 11 à s'imposer comme porte-paroles et alliées des victimes passées et présentes d'abus pédosexuels avec prise d'images.

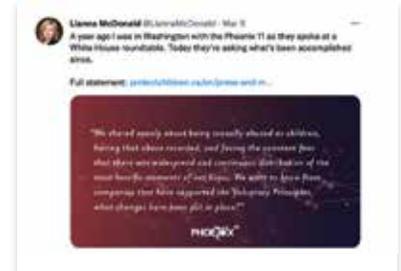
- o **Déclaration à l'occasion de l'anniversaire des Principes Volontaires** Le 5 mars 2021, soit un an après le dévoilement des *Principes volontaires pour contrer l'exploitation et l'abus sexuels des enfants en ligne* à la Réunion ministérielle des cinq pays, les Phoenix 11, avec le soutien du CCPE, ONT publié une déclaration bouleversante :



« Il y a un an, l'industrie s'est engagée à faire mieux; nous attendons toujours. »

Le même jour, le *Toronto Star* a cité le texte de la déclaration pour souligner la nécessité de responsabiliser les entreprises de technologie et de mieux réglementer le secteur.

De plus, lorsque le CCPE a participé à une table ronde organisée par le ministère britannique de l'Intérieur, **plusieurs représentants gouvernementaux ont fait référence à la déclaration des Phoenix 11** et ont reconnu eux aussi que le respect des Principes volontaires passait par une plus grande transparence de l'industrie.





**The Chicago Males** – Depuis un peu plus d'un an, le CCPE travaille avec ce groupe de survivants masculins (désormais adultes) dans le but d'apprendre de leur vécu et de mieux comprendre la stigmatisation sociale qui afflige les hommes victimes d'abus sexuels.

### **Ce groupe a apporté ses idées et sa contribution à la production de nombreuses déclarations**

soutenues par le CCPE, dont une déclaration à l'UE. Il a aussi formulé de précieuses observations sur nos rapports et nos ressources du point de vue des survivants.

Le CCPE accompagne aussi ce groupe dans la production d'une déclaration préliminaire au nom de la collectivité des survivants masculins d'abus pédosexuels avec prise d'images, déclaration qui pourra être déposée dans des affaires entendues par les tribunaux canadiens.



**The Aramid Collective** – En mars 2020, le CCPE a été mis en contact avec ce groupe de survivant.e.s qui surveillent la diffusion de leurs images d'abus pédosexuels et qui cherchent à les faire enlever des plateformes et des services où elles se trouvent. Ce groupe utilise son savoir et sa voix pour défendre les intérêts des survivant.e.s et demander la suppression urgente des photos et des vidéos d'abus pédosexuels qui existent sur de nombreuses plateformes.

**Les expériences de ses membres ont servi de catalyseur à la production de notre rapport sur les mécanismes de signalement des images d'abus pédosexuels;** elles ont mis en lumière le fardeau que les survivant.e.s doivent supporter. **Plusieurs de ces expériences, notamment avec Twitter,** ont incité le CCPE à cibler cette plateforme dans une campagne de sensibilisation.



**Mères de survivantes et survivants d'abus pédosexuels** – Le CCPE continue de travailler avec un groupe de mères d'enfants victimes d'abus sexuels enregistrés et diffusés sur Internet pour en savoir plus sur les difficultés que vivent encore les familles de survivantes et survivants des années après la fin des abus physiques. **Leur apport compte pour beaucoup dans le développement de ressources de soutien destinées aux familles** qui, souvent, ne savent pas quoi faire ni comment aider leurs enfants.



## Accompagnement à la production de déclarations de victimes et de déclarations au nom d'une collectivité

Depuis 2016, le CCPE aide des survivant.e.s identifié.e.s ou parfois leurs parents à enregistrer une déclaration de la victime (DV) ou une déclaration au nom d'une collectivité (DC) précise, comme les victimes d'abus pédosexuels avec prise d'images, les victimes de leurre, les victimes de voyeurisme et les victimes de distribution non consensuelle d'images intimes. Ces déclarations peuvent ensuite être déposées auprès de tribunaux canadiens et présentées au moment de la détermination de la peine.

En 2020-2021, le CCPE a **déposé au moins une DV ou une DC dans 30** audiences de détermination de la peine tenues en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec, en Saskatchewan et dans les Territoires du Nord-Ouest. Depuis janvier 2021, les demandes se multiplient, si bien que **le nombre de dépôts devrait plus que doubler dans l'exercice à venir.**



Autres points forts de l'année 2020-2021 :



Une déclaration sur mesure au nom d'une collectivité ainsi que d'autres documents produits par le CCPE ont été présentés lors de la détermination de la peine dans ce que l'on croit être **la toute première poursuite intentée contre une entreprise** (YesUp Ecommerce Solutions inc.) en vertu des lois canadiennes sur la pornographie juvénile et la toute première poursuite intentée contre des particuliers en vertu de la loi fédérale sur la déclaration obligatoire.



Le CCPE a **déposé une déclaration au nom d'une collectivité pour la première fois en Alberta** dans une affaire impliquant 11 victimes identifiées d'abus pédosexuels avec prise d'images. Aux dires des enquêteurs, la collection de l'accusé était la plus grande collection de vidéos pédopornographiques et la deuxième plus grande collection de photos pédopornographiques jamais saisies en Alberta.



Le CCPE a **déposé une DV dans le contexte d'une demande de déclaration de délinquant dangereux** présentée au Québec. La déclaration de délinquant dangereux est réservée aux délinquants qui représentent un danger grave pour la société. Les répercussions dont il est fait état dans cette DV ont permis de convaincre le tribunal que l'infraction de distribution d'images d'abus pédosexuels commise par l'accusé constituait des « sévices graves à la personne ».



Une déclaration de la victime déposée par le CCPE a été référencée pour la première fois dans une décision rendue par une cour d'appel (*R. c. CSC, 2 021 MBCA 1*).



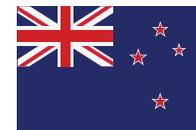


# INITIATIVES À PORTÉE MONDIALE



Ces dernières années, les efforts du CCPE pour réduire l'accessibilité des images d'abus pédosexuels avec Projet Arachnid et soutenir les survivant.e.s ont suscité l'attention et l'intérêt de la communauté internationale, provoquant une hausse de la demande pour nos programmes et services. Voici quelques faits saillants de notre action internationale en 2020-2021 :

**Principes volontaires – Un an plus tard :** Le 29 mars 2021, la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, a participé à une téléconférence avec le Groupe des cinq et des hauts dirigeants d'entreprises pour faire le point un an après le dévoilement des Principes volontaires. Elle a rapporté l'augmentation rapide des signalements d'exploitation sexuelle d'enfants observée par le CCPE dans les 12 mois précédents et livré les constats issus de nos rapports directs avec des survivant.e.s. Elle a également présenté la déclaration des Phoenix 11, qui ont fait part de leur découragement face au peu de progrès réalisés depuis le dévoilement des Principes volontaires un an plus tôt à Washington. Autant pendant la téléconférence qu'après, nous avons entendu que la déclaration des Phoenix 11 avait été très bien reçue et que les données du CCPE aident à faire avancer le dossier.





### **Déclaration sur le chiffrement de bout en bout –**

En octobre 2020, le CCPE a appuyé la déclaration internationale du ministère britannique de l'Intérieur concernant le chiffrement de bout en bout, qui appelait les entreprises de technologie à porter l'attention nécessaire à la protection numérique des enfants dans le déploiement de cette technologie.

- o **Collaborations avec d'autres ONG** – Le CCPE discute régulièrement avec des organisations comme la National Society for the Prevention of Cruelty to Children, WeProtect et d'autres organisations internationales associées d'une manière ou d'une autre à Projet Arachnid dans le but de renforcer la protection et la sécurité des enfants sur Internet.
- o **Soutien de fondations internationales** Le CCPE reçoit le soutien de fondations internationales comme la Oak Foundation, le Children's Investment Fund Foundation (CIFF) et le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants, qui reconnaissent la portée mondiale de ses efforts.
- o **Partage de ressources avec des agences internationales** – En 2020-2021, le CCPE a signé trois accords avec des agences internationales désirant utiliser ses ressources de prévention. D'ailleurs, nous recevons souvent des demandes venant d'organisations qui souhaitent collaborer avec nous ou utiliser nos ressources.

### o **Promotion des DV et des DC à l'international –**

Ces deux dernières années, le CCPE s'est longuement entretenu avec des responsables gouvernementaux du Royaume-Uni, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie pour leur expliquer comment les DV et les DC que le CCPE dépose auprès des tribunaux canadiens sont utilisées lors de la détermination de la peine. Le CCPE a présenté le contexte et la déclaration qu'il a produite au nom de la collectivité des victimes d'abus pédosexuels avec prise d'images à la Carly Ryan Foundation, une organisation australienne qui coordonnait à ce moment la production d'une déclaration similaire destinée aux tribunaux de ce pays. Cette déclaration a été déposée dans une affaire criminelle en Australie. Depuis avril 2020, le CCPE a mis certaines DV à la disposition de sénateurs américains qui se penchaient alors sur la révision de l'article 230 de la *Communications Decency Act*.



**SIGNALER ET RÉDUIRE :  
CYBERAIDE.CA**



Cyberaide.ca est la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet. Elle fournit aussi d'autres services d'intervention, de prévention et d'éducation destinés à la population canadienne.



## Coup d'œil sur les résultats de Cyberaide.ca pour 2020-2021



**1,5 million** de signalements Cyberaide.ca ont été traités en conjonction avec Projet Arachnid.



**233 000 images suspectes uniques** par mois ont été détectées par Projet Arachnid.



**99 %** des signalements de cas d'exploitation sexuelle d'enfants reçus ont été retransmis à une ou plusieurs instances (corps de police, agences de protection de l'enfance ou centrales de signalement étrangères) ou ont donné lieu à l'envoi d'une demande de suppression d'images à un fournisseur de services électroniques.



**2,2 millions d'images** ont été vérifiées par les analystes de Cyberaide.ca.



**1,6 million de demandes de suppression** ont été envoyées à des fournisseurs de services électroniques concernant des images d'abus pédosexuels détectées sur leurs serveurs.



**544 000 pages vues** ont été dénombrées pour le site de Cyberaide.ca et ses sites associés.



## Signaler, ça fonctionne : Victoire de Cyberaide.ca

Depuis la création de Cyberaide.ca, des centaines d'enfants en situation d'abus ont pu être pris en charge et d'innombrables enfants ont pu être protégés par suite d'un signalement venant du public. Pour la période comprise entre avril 2020 et mars 2021, Cyberaide.ca est au courant de **17 arrestations** en lien avec un de ses signalements et de la prise en charge consécutive d'au moins **12 enfants en situation d'abus**. Voici un cas type :

En juin 2019, Cyberaide.ca a reçu un signalement concernant un homme adulte qui aurait attiré une adolescente à l'extérieur du Canada. Après traitement, le signalement a été retransmis au Centre national contre l'exploitation d'enfants (CNCEE) du Canada et à la police de London, qui avaient également reçu des signalements concernant d'autres enfants prétendument abusés par le même homme. L'enquête de la police de London a permis d'identifier quatre victimes mineures. L'homme a été arrêté en août 2020 et trois accusations criminelles ont été déposées contre lui. L'affaire est actuellement devant les tribunaux.





## Collaborations avec les forces policières<sup>3</sup>

Cyberaide.ca ne saurait faire son travail et servir les enfants et les familles sans la collaboration des forces policières. Cyberaide.ca a tissé des liens étroits, formalisé des accords et entretenu des communications plus régulières avec elles, tout en prenant soin de promouvoir les ressources du CCPE au sein des forces policières canadiennes et de les mettre à leur disposition. Les points forts de l'année sont les suivants :



Nous avons signé **six conventions** en 2020-2021; nous en sommes à présent à **35 accords officiels avec 32 forces policières**.



**1 160** officiers canadiens ont suivi la formation en ligne Priorité Jeunesse<sup>MD</sup> et ont eu accès à la série Entretiens avec des experts réalisée par le CCPE.



Notre agente de liaison avec la police a donné **11** présentations ou formations via Zoom.



Nous avons distribué **155 200 exemplaires de nos ressources d'éducation et de prévention** aux forces policières canadiennes et ouvert **640 comptes** donnant accès à nos ressources de prévention en ligne, dont nos leçons sur la sécurité en ligne pour les adolescents et une présentation pour les parents ainsi que des leçons sur la prévention des abus pédosexuels.

A photograph of a classroom with a teacher at the front and several students raising their hands. The image is overlaid with a semi-transparent blue filter. The text is centered in the lower half of the image.

# ÉDUCATION ET PRÉVENTION : FAITS SAILLANTS 2020-2021

---



- o **332 000 exemplaires** de nos ressources d'éducation et de prévention ont été distribués à travers le Canada. Quant à nos ressources numériques :
  - » **55 600** comptes d'accès aux leçons numériques d'Enfants avertis<sup>MD</sup> ont été créés pour des enseignants de partout au pays.
  - » **10 500** enseignantes et enseignants ont eu accès aux leçons de sécurité en ligne pour la 3<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> année/2<sup>e</sup> secondaire.
  - » 11 600 enseignantes et enseignants ont eu accès aux leçons sur la prévention des abus pédosexuels.
- o **18 000** enseignantes et enseignants, parents et responsables d'enfants, éducatrices et éducateurs en garderie, professionnels du sport et membres du public ont assisté à des webinaires animés par le personnel éducatif du CCPE.
- o **87 700** utilisateurs ont eu accès à nos formations Priorité Jeunesse sur la prévention des abus pédosexuels pour les personnes qui travaillent auprès d'enfants, Priorité Jeunesse pour entraîneurs et Priorité Jeunesse : Introduction à la protection des enfants contre les abus sexuels.
- o Expansion auprès des établissements postsecondaires : Les facultés d'éducation de l'Université du Manitoba, de l'Université de Saint-Boniface et de l'Université de Windsor veulent que les candidat.e.s à la profession enseignante aient accès aux plus récentes formations sur les abus pédosexuels et ont acheté quelque **700 comptes pour leurs diplômé.e.s.**





Plusieurs universités et collèges à travers le pays intègrent en outre ces formations dans leur cursus obligatoire et complémentaire.

- Expansion auprès des associations sportives : **2 475 comptes de formation** ont été mis à la disposition des associations sportives ainsi qu'une trentaine de trousseaux Priorité Jeunesse complètes.
- Expansion auprès des organismes de services à l'enfance : L'Association des Scouts du Canada a acheté **1 020 comptes de formation Priorité Jeunesse** tandis que **2 500** comptes ont été mis à la disposition de 4-H Canada.
- Expansion auprès des organisations professionnelles : Quelque **650** comptes ont été mis à la disposition des organisations professionnelles pour des formations sur la dynamique des abus pédosexuels ou la prévention des abus pédosexuels.



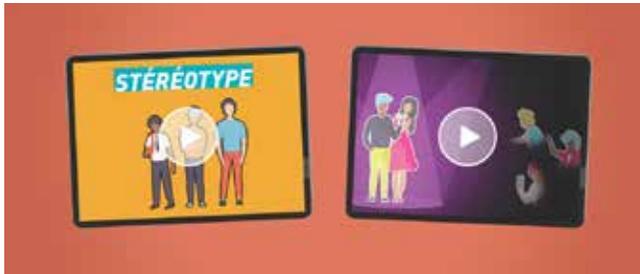
## Nouvelles ressources

### Séances Zoom et présentations numériques :

Avant même que la pandémie ne mette un frein aux voyages et aux présentations en personne, la demande de perfectionnement professionnel en ligne avait explosé. Dans ce contexte, le CCPE a continué de développer de nouvelles présentations adaptées à l'apprentissage en ligne pour le personnel enseignant. La formation destinée au personnel enseignant et aux écoles porte sur les réalités de l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet, en particulier les tendances observées par Cyberaide.ca pendant la pandémie, les limites professionnelles à respecter lorsqu'on travaille avec des enfants via Internet et l'élaboration de politiques et de procédures pour mieux protéger les enfants à l'école et dans le contexte de l'éducation en ligne.

Les écoles ont aussi fait appel au CCPE pour apporter du soutien aux parents en matière de sécurité en ligne. Pour répondre à cette demande, le CCPE a créé une nouvelle présentation sur la sécurité en ligne pour les familles.





### Enfants avertis : Relations saines – 9e-10e année :

En 2020, le CCPE a lancé un nouveau plan de leçon numérique et une série de vidéos dans le but de susciter d'importantes conversations avec les élèves de 9<sup>e</sup>-10<sup>e</sup> année (3<sup>e</sup>-4<sup>e</sup> secondaire) et de les outiller pour prendre les bonnes décisions dans des situations difficiles. Les vidéos traitent de sujets comme les limites, le consentement sexuel, les stéréotypes et les comportements sains et malsains dans une relation. L'objectif est de permettre aux jeunes de développer leur sens critique pour réduire leur vulnérabilité. Quelque **66 300 membres du personnel enseignant** ont obtenu un compte d'accès aux leçons et aux vidéos depuis leur publication.

**Série de vidéos d'experts** : La très populaire Série de vidéos d'experts du CCPE s'est enrichie d'une nouvelle catégorie : Témoignages personnels. Cette section présente des récits personnels de survivant.e.s qui, en plus de partager courageusement leur histoire, apportent un éclairage sur les conséquences des abus pédosexuels, sur ce qui leur a été utile ou non dans leur rétablissement et sur les mesures que les adultes peuvent prendre pour mieux protéger les enfants dont ils ont la charge.



**CyberJulie en version numérique** : Dans un contexte où de nombreuses écoles continuaient de fonctionner en mode hybride (apprentissage en classe et en ligne), le CCPE s'est employé à adapter et à moderniser ses ressources pour les offrir en format numérique. Après le grand succès de ses livres d'histoire adaptés pour la lecture karaoké, le CCPE a créé de nouvelles versions numériques des bandes dessinées CyberJulie : Prise dans une situation bizarre (3<sup>e</sup> année) et CyberJulie avec activités en ligne (4<sup>e</sup> année). Depuis leur sortie, les bandes dessinées vidéo en lecture karaoké cumulent plus de 10 000 visionnements sur le site du CCPE.







Mieux protéger les enfants au Canada et soutenir les familles, ça passe par la sensibilisation. Parmi les campagnes que nous avons menées cette année, mentionnons :

### **Online Safety Starts with Conversations –**

Cette campagne, menée en collaboration avec le Tracia's Trust et soutenue par le gouvernement du Manitoba, appelait les familles à parler avec leurs préadolescents et leurs adolescents des dangers de certaines activités en ligne, dont la diffusion en direct, les jeux en ligne et les conversations vidéo.



**Besoin d'aide? On est là!** – Les jeunes se sentent souvent bien seuls lorsque des photos ou des vidéos intimes d'eux circulent sur Internet. Par cette campagne, le CCPE a rappelé aux adolescents et aux jeunes adultes que Cyberaide.ca pouvait les aider à reprendre le contrôle et à faire supprimer ces images.

Pendant la campagne, la page [Cyberaide.ca/imagesintimes](https://cyberaide.ca/imagesintimes), qui explique aux jeunes quoi faire en cas de diffusion d'images intimes, a obtenu plus de **16 700 pages vues** en un peu moins de quatre semaines<sup>4</sup>.

**Hausse de l'exploitation sexuelle des enfants** – En 2020-2021, Cyberaide.ca a enregistré une forte augmentation des signalements de cas d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet, attribuable en grande partie à la pandémie. Cette campagne attirait l'attention sur cette augmentation alarmante et appelait la population à signaler les images préoccupantes de mineurs à Cyberaide.ca.

Résultat : la fiche de signalement de Cyberaide.ca a été **consultée près de 14 000 fois, soit une augmentation de 168 %** par rapport à la période précédente<sup>5</sup>.



<sup>4</sup> Du 4 au 31 mars 2021

<sup>5</sup> 3-31 mars 2021 vs 3 février-2 mars 2021.



# SOUCIEUX DE PROTÉGER : PARTENAIRES ET SOUTIENS



## Partenaires fondateurs

Nous tenons à témoigner de notre plus grande reconnaissance à nos partenaires fondateurs pour ce qu'ils font pour la protection des enfants au Canada.

# Bell



# TELUS<sup>®</sup>

# Shaw)



## Grands contributeurs

Nous ne saurions accomplir notre mission sans le soutien des secteurs privé et public. Nous remercions toutes les organisations avec lesquelles nous travaillons jour après jour et saluons l'importance qu'elles accordent à la protection et à la sécurité des enfants.



## Autres contributeurs



## Alliés gouvernementaux



**Gouvernement  
du Canada**

**Government  
of Canada**

Le soutien généreux du gouvernement du Canada aide le CCPE à faire connaître ses programmes et services à la population canadienne. Le soutien inconditionnel que Sécurité publique Canada apporte à Cyberaide.ca dans le cadre de la *Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet* demeure essentiel à la bonne marche de ce service national. La GRC, par l'entremise du Centre national de coordination contre l'exploitation des enfants (CNCEE), participe aussi à cette stratégie.



Le CCPE reçoit aussi le soutien du gouvernement du Manitoba en plus d'être l'organisme désigné par la Province pour recevoir les signalements faits en vertu de la *Loi sur les services à l'enfant et à la famille* (Manitoba) et du règlement qui en découle ainsi que pour recevoir les demandes d'aide et offrir du soutien aux termes de la *Loi sur la protection des images intimes* (Manitoba).

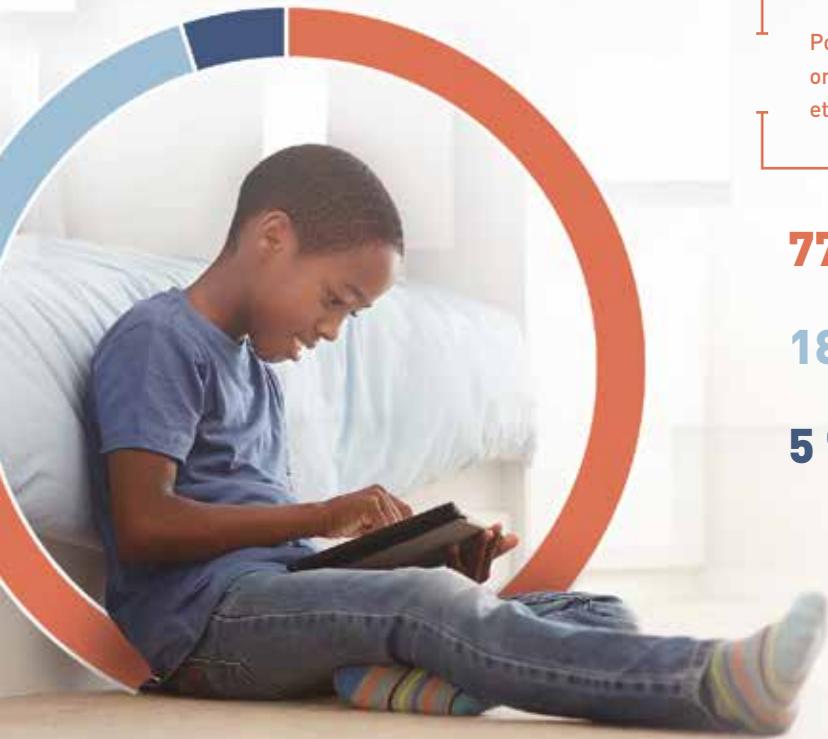


**Home Office**

Certaines améliorations apportées récemment à l'initiative Projet Arachnid du CCPE ont été financées en partie par le secrétaire d'État à l'Intérieur du Royaume-Uni. L'objectif de Projet Arachnid est de favoriser la collaboration à l'échelle mondiale pour réduire l'accessibilité des images d'abus pédosexuels.

A young boy with glasses is sitting at a desk, reading a book. The room is dimly lit, with light coming from large windows in the background. The text 'ÉTATS FINANCIERS' is overlaid on the image in white, with a white L-shaped bracket to its left.

# ÉTATS FINANCIERS



Pour chaque dollar dépensé en 2020-2021, 95 cents ont servi à financer la mise en œuvre de programmes et services visant à protéger les enfants.

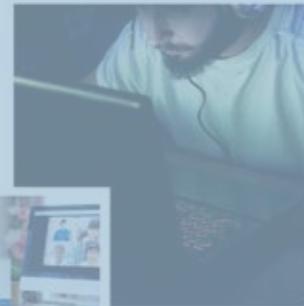
**77 %** — Services de soutien et d'intervention pour les enfants et les familles

**18 %** — Services de sensibilisation, d'éducation et de prévention

**5 %** — Administration



| Exercice se terminant le            | 31 mars 2021     | 31 mars 2020     |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>ACTIFS</b>                       |                  |                  |
| Actifs à court terme                | 1 715 753        | 1 513 748        |
| Biens immobilisés                   | 74 530           | 101 288          |
|                                     | <b>1 790 283</b> | <b>1 615 036</b> |
| <b>PASSIF</b>                       |                  |                  |
| Passif à court terme                | 357 072          | 246 694          |
| Apports reportés                    | 336 034          | 314 627          |
| Apports reportés en immobilisations | 74 530           | 101 288          |
|                                     | 767 636          | 662 609          |
| <b>ACTIF NET</b>                    | 1 022 647        | 952 427          |
|                                     | <b>1 790 283</b> | <b>1 615 036</b> |
| <b>REVENUS</b>                      |                  |                  |
| Contributions                       | 3 836 640        | 3 840 101        |
| Commandites                         | 872 039          | 842 214          |
| Produits et services                | 470 906          | 401 412          |
| Dons                                | 88 704           | 172 731          |
| Subventions                         | 197 072          | 221 122          |
| Autres                              | 19 696           | 11 524           |
|                                     | <b>5 485 057</b> | <b>5 489 104</b> |
| <b>DÉPENSES</b>                     |                  |                  |
| Programmes                          | 5 127 618        | 5 164 531        |
| Administration                      | 260 461          | 246 685          |
| Amortissement                       | 26 758           | 17 929           |
|                                     | <b>5 414 837</b> | <b>5 429 145</b> |
| <b>SURPLUS</b>                      | <b>70 220</b>    | <b>59 959</b>    |



**CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE™**

*Aider les familles. Protéger les enfants.*



[protegeonsnosenfants.ca](http://protegeonsnosenfants.ca)



[@CCPEnfance](https://twitter.com/CCPEnfance)



[Centre canadien de protection de l'enfance](https://www.facebook.com/Centre.canadien.de.protection.de.l.enfance)



[@cdnchildprotect](https://www.instagram.com/cdnchildprotect)